

d'Armstrong à Québec serait de 11c. au lieu de 20c.  $\frac{3}{4}$  comme à l'heure actuelle. Ce serait une excellente affaire de détourner ce trafic au bénéfice de nos chemins de fer canadiens au lieu de lui laisser prendre la route des ports des Etats-Unis. De plus, la manutention de ce grain dans nos ports fournirait passablement de travail à nos concitoyens. Une autre chose qui nous touche d'une façon essentielle dans l'Ouest, c'est la différence qu'accusent les tarifs de transport selon que le blé est destiné aux fins domestiques ou à l'exportation. En ce qui regarde le blé expédié par le port de Vancouver, nous constatons que le tarif est de 41c.  $\frac{1}{2}$  par 100 livres s'il est destiné à des fins domestiques tandis qu'il n'est que de 22c.  $\frac{1}{2}$  si le même blé est destiné à l'exportation, soit un écart de 19c. Et lorsque nous expédions le même grain, disons à Montréal, les tarifs de transport sont respectivement de 63c.  $\frac{1}{2}$  et 60c.  $\frac{1}{2}$  par 100 livres selon qu'il est destiné à des fins domestiques ou à l'exportation; l'écart n'est donc plus que de 3c. comparativement à 19c. pour ce qui est du port de Vancouver. Il est certes assez difficile de s'expliquer pour quelle raison on nous range ainsi parce que nous utilisons la route de l'Ouest. Je ferai observer de plus que notre trafic avec l'Orient se développe sur une vaste échelle de sorte que les prix de transport sur la route de l'Ouest nous intéressent au plus haut point.

J'aimerais à revenir un peu à la question du tarif pour dire que nos amis manufacturiers auront à rajuster leurs affaires comme les fermiers ont dû le faire à cause de la situation qui leur était faite. Nous avons entendu parler beaucoup de l'opportunité pour nos cultivateurs d'adopter un système de culture variée; on les a avertis de ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier. Voyons un peu les statistiques de l'Alberta. Nous constatons que la valeur totale des produits laitiers, en 1905, ne s'élevait qu'à un million; en 1924, la valeur de ces produits s'élevait à \$22,928,750; en 1905, la production de 13 beurrieres était de 813,000 livres; en 1924, la production de 89 beurrieres était montée à 21,500,000 livres. En 1915, il y avait 13 fabriques de fromage produisant 381,832 livres; en 1924, la production du même nombre de fromageries s'élevait à 1,675,000 livres. En 1922, nos exportations de beurre étaient d'un million de livres; en 1924, elles étaient montées à 4,100,000 livres. On ne saurait donc dire que nos fermiers de l'Ouest ne s'adaptent pas à la situation nouvelle qui s'est présentée.

L'autre part, nous constatons que nos amis les manufacturiers, au lieu d'essayer de faire face à ces conditions nouvelles, viennent se plaindre chaque année auprès du Parlement

pour réclamer plus de protection. Tout en croyant à la protection pour ce qu'ils ont à vendre, ils sont réellement libre-échangistes quant il s'agit de ce qu'ils ont à acheter.

L'an dernier, j'ai rencontré plusieurs citoyens représentant des compagnies qui s'occupent de l'acier. Ils se plaignaient de la situation de cette industrie. En conversant avec eux, j'ai appris qu'ils achetaient la plus grande partie de leur acier aux Etats-Unis. Je leur ai demandé pourquoi ils faisaient cela et ils m'ont répondu que c'était parce qu'ils pouvaient acheter à meilleur marché là-bas. Je repris: "Je présume qu'un bon commerçant doit acheter là où il trouve à acheter à meilleur marché." Et ils me répondirent: "Certainement." Je dis alors: "Si c'est l'acte d'un bon commerçant que de faire ce que vous faites, pourquoi ne le serait-ce pas pour le fermier?" Je l'ai dit, nous constatons que ces messieurs sont protectionnistes contre les autres, mais quand il s'agit d'eux-mêmes, ils recherchent tous les avantages possibles. Il y a quelques jours, j'ai inscrit au Feuilleton une certaine question; dans la réponse qu'on y a faite, je vois que ces messieurs prônent la protection pour leurs propres industries, mais qu'ils reçoivent en drawbacks pratiquement un dixième du montant total des droits perçus par ce pays. J'avais toujours été sous l'impression que ce drawback n'était payé que sur les marchandises fabriquées en Canada pour être exportées, mais j'ai été surpris de constater qu'une grande quantité de drawbacks sont payés sur les matières premières importées en ce pays et fabriquées ici pour la consommation locale.

Je ne désire pas, à cette heure, retenir l'attention de la Chambre plus longtemps et je n'ajouterai que ceci: je crois que, si nous voulons avoir la prospérité en Canada, il faudra porter une plus grande attention à l'industrie fondamentale de ce pays. Pour ma part, je serai toujours prêt à appuyer tout gouvernement qui mettra en vigueur une telle politique.

M. POULIOT (traduction): J'aimerais à parler en français, dans ma propre langue, pour faire mon discours de début, mais je vais attendre une autre occasion parce que j'ai certaines vues à exprimer dans l'intérêt de mon propre comté et je désire être bien compris par tous les honorables députés. On m'a représenté, en certains milieux, comme un libéral indépendant. Ces deux mots sont synonymes et c'est le cas de dire que la partie est comprise dans le tout.

Depuis ma plus tendre enfance, j'ai été un ardent admirateur de sir Wilfrid Laurier qui, dans l'immortelle conférence qu'il fit sur le libéralisme à Québec, a dit que le libéralisme était dérivé de deux mots: liberté et libéra-